Suivi de la situation humanitaire
Province du Sud-Kivu, République démocratique du Congo (RDC)

Fiche d'information
Décembre 2021

Contexte

L'Est de la RDC est caractérisé par une situation humanitaire complexe du fait de la présence de nombreux groupes armés dans la province, de tensions intercommunautaires, d'épidémies, de catastrophes naturelles et d'une pauvreté chronique. Des évaluations ponctuelles ne suffisent pas à identifier toutes les crises et leurs impacts sur les communautés sur l'ensemble du territoire. Par ailleurs, l'accès aux populations affectées est souvent limité par la situation sécuritaire, le mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information dans ces zones, REACH a mis sur pied un suivi mensuel de la situation humanitaire au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et au Tanganyika. Il a pour objectif de collecter des informations sur des localités accessibles, difficiles ou hors d'accès afin de fournir un aperçu mensuel de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones de santé (ZS) les plus affectées de ces provinces et de l'évolution dans le temps de ces besoins. Les fiches d'information mensuelles et les aperçus de la situation trimestriels liés à ce projet sont disponibles sur le Centre de Ressources.

Méthodologie

La méthodologie de collecte de données de REACH pour ce projet est celle dite "Zone de Connaissance". Elle a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires dans l'ensemble de ces provinces, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les informations collectées sont des perceptions sur les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité des services de base et les dynamiques de déplacement. Les données ont été collectées au niveau des localités à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC) par téléphone. Les IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée des localités situées dans la province. Lorsque plusieurs IC ont été interrogés à propos d'une même localité, ces données ont été agrégées à l'échelle de la localité avant de mener l'analyse. Les résultats sont agrégés au niveau de la ZS et de la province. Les résultats rapportés à l'échelle de la ZS se basent uniquement sur les localités situées dans les ZS où au moins 5% des localités répertoriées dans la ZS ont été évaluées[1]. Les résultats rapportés à l'échelle de la province se basent sur l'ensemble des localités évaluées dans la province, y compris celles dans les ZS où moins de 5% des localités répertoriées ont été évaluées. Cette fiche présente les résultats de la collecte de données ayant eu lieu entre le 10 et le 24 janvier 2022, dans la province du Sud-Kivu[2]. Les résultats au niveau de la province se basent sur 321 enquêtes auprès d'IC dans 268 localités réparties dans 20 ZS sur 34[3]. Les résultats au niveau des ZS se basent sur 321 enquêtes auprès d'IC dans 268 localités pour une couverture de 20 ZS sur 34. Sauf indication contraire, les résultats présentés dans cette fiche d'information portent sur le mois de décembre. **Les résultats présentés ici doivent être considérés comme indicatifs seulement.**

Profils des IC enquêtés

Lien entre les IC et la localité sur laquelle ils reportent (au cours du dernier mois) :

Vit dans la localité	100% (321)
S'est personnellement rendu dans la localité	0% (0)
Contact à distance	0% (0)
Contact direct (en face à face)	0% (0)

Les 3 principales professions des IC sont :

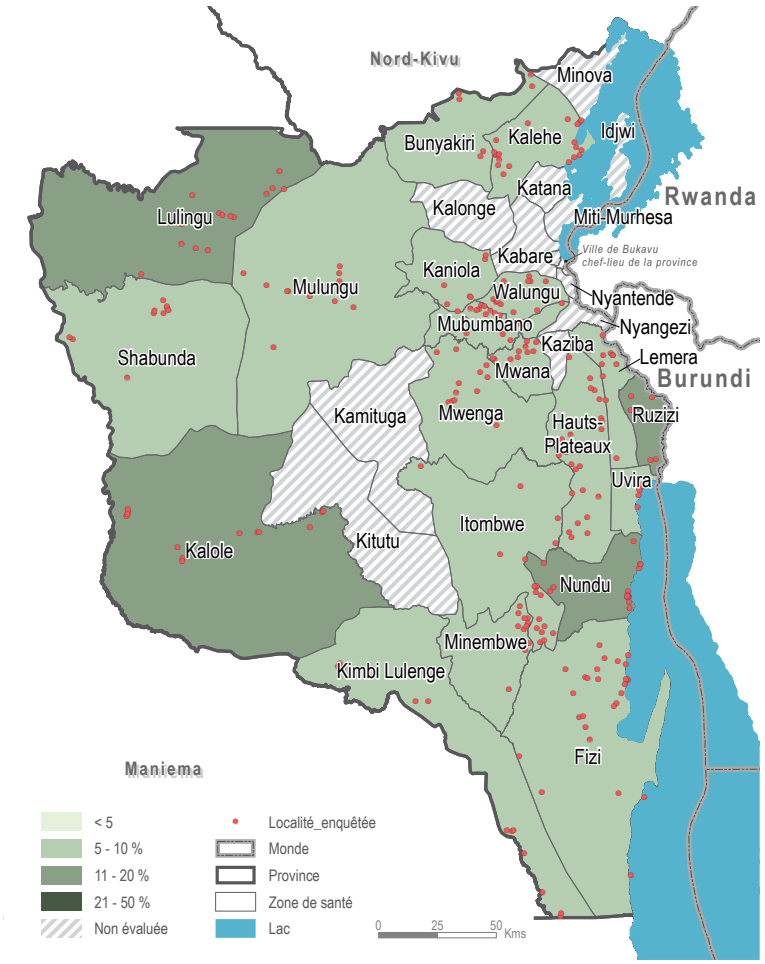
Agriculteur	31% (99)
Professeur/maître d'école	14% (14)
Professionnel de la santé	11% (34)

Les principaux status de déplacement des IC sont :

Personne non déplacée (autochtone)	95% (306)
Personne déplacée interne (PDI)	4% (14)
Personne retournée	0% (1)

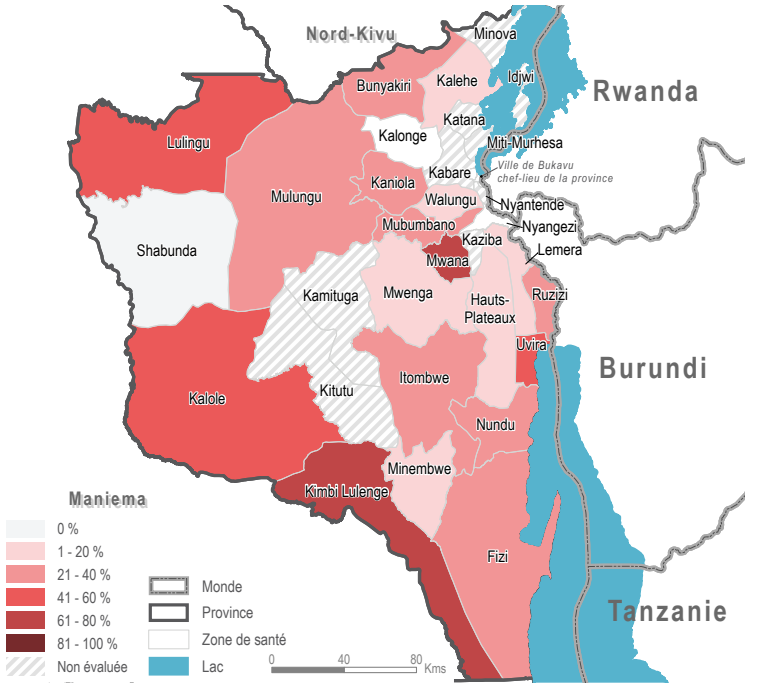
Couverture géographique

Localités évaluées par zone de santé dans la province du Sud-Kivu[4] :



Population et dynamiques de déplacement

Dans 25% (51) des localités évaluées, les IC ont rapporté l'arrivée d'un nombre important de nouvelles PDI au cours du mois précédent[5,6] - % par ZS :



Sur l'ensemble de cette fiche, NC : pas de consensus, NSP : Ne sait pas, NSR : Ne souhaite pas répondre. Dans le cas des graphiques circulaires, la catégorie "Autre" correspond à l'ensemble de ces réponses.

Cofinancé par l'Union européenne

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing more effective humanitarian action

PDI

Dans 76% (204) des localités évaluées, les IC ont rapporté la présence de PDI. Cela a été rapporté dans 100% des localités évaluées des ZS d'Itombwe de Lemera et de Bunyakiri (19,10, 6).

% de localités évaluées par date d'arrivée du dernier mouvement important de PDI[5,6] :

Au cours du dernier mois	25% (51)
Entre 2 et 6 mois	58% (118)
Entre 6 mois et 1 an	7% (15)
NC	9% (18)

3 raisons les plus souvent citées pour expliquer la présence de PDI, en % de localités évaluées[5] :

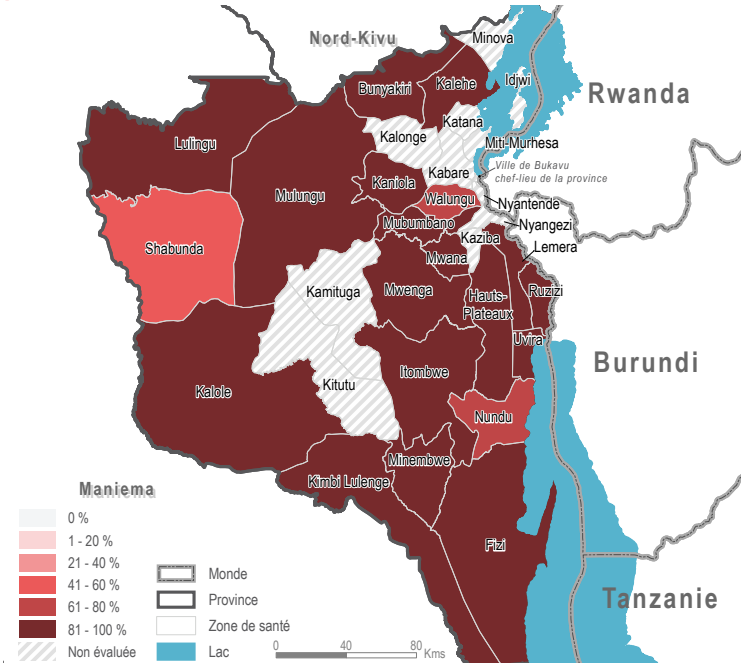
Violence par des groupes armés dans la localité de départ	99% (201)
Déplacement préventif (peur/menace)	43% (88)
Insécurité alimentaire dans la localité	1% (3)

3 principales ZS d'origine des dernières PDI arrivées, par ordre de fréquence de citation par les IC ayant rapporté une origine spécifique (275) :

Hauts-Plateaux	24% (67)
Itombwe	11% (29)
Fizi	9% (25)

Sécurité alimentaire

Dans 96% (257) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la diminution du nombre de repas/des quantités par jour constituait une stratégie pour une partie de la population n'ayant pas accès à suffisamment de nourriture[7] - % par ZS :



3 stratégies d'adaptation les plus souvent utilisées par la population pour combler un manque de nourriture, en % de localités évaluées[8] :

Diminution du nombre de repas/des quantités par jour	96% (257)
Réduction des dépenses non alimentaires essentielles	49% (130)
Emprunt d'argent pour achat de nourriture	38% (102)

Retournés

Dans 17% (46) des localités évaluées, les IC ont rapporté la présence de retournés - TOP 3 des ZS :

1. Itombwe	localités évaluées
2. Nundu	localités évaluées
3. Lemera	localités évaluées

% de localités évaluées par date d'arrivée du dernier mouvement important de retournés[5,6] :

Au cours du dernier mois	50% (23)
Entre 2 et 6 mois	48% (22)
Entre 6 mois et 1 an	0% (0)
NC	2% (1)

3 raisons les plus souvent citées pour expliquer la présence de retournés, en % de localités évaluées[5] :

Amélioration de la sécurité dans la localité d'origine	70% (32)
Déterioration de la sécurité dans la localité de départ	50% (23)
Insécurité alimentaire dans la localité de départ	28% (13)

3 raisons les plus souvent citées pour expliquer que des membres de la communauté hôte ont quitté leur localité en décembre, en % de localités évaluées[5] :

Déplacement préventif (peur/menace)	72% (71)
Insécurité alimentaire dans la localité de départ	12% (12)
Raisons économiques	9% (9)

3 principales sources de nourriture, en % de localités évaluées :

Agriculture/pêche/élevage de subsistance	85% (229)
Achat auprès de marchés/petit commerce	11% (30)
NC	2% (6)

3 principales raisons citées pour expliquer pourquoi une partie de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture le cas échéant, en % de localités évaluées[8] :

Manque de moyens de subsistance	28% (75)
Cultures détruites par insectes/maladies/animaux sauvage	19% (51)
Accès aux terres ou aux cours d'eaux limité par l'insécurité	14% (37)

Nombre de repas mangés par jour par la majorité de la population, en % de localités évaluées :

Moins de 12 ans :		12 ans et plus :	
1 repas	54% (145)	1 repas	66% (176)
2 repas	38% (102)	2 repas	28% (76)
3 repas	1% (2)	3 repas	0% (0)
NC	7% (19)	NC	6% (16)

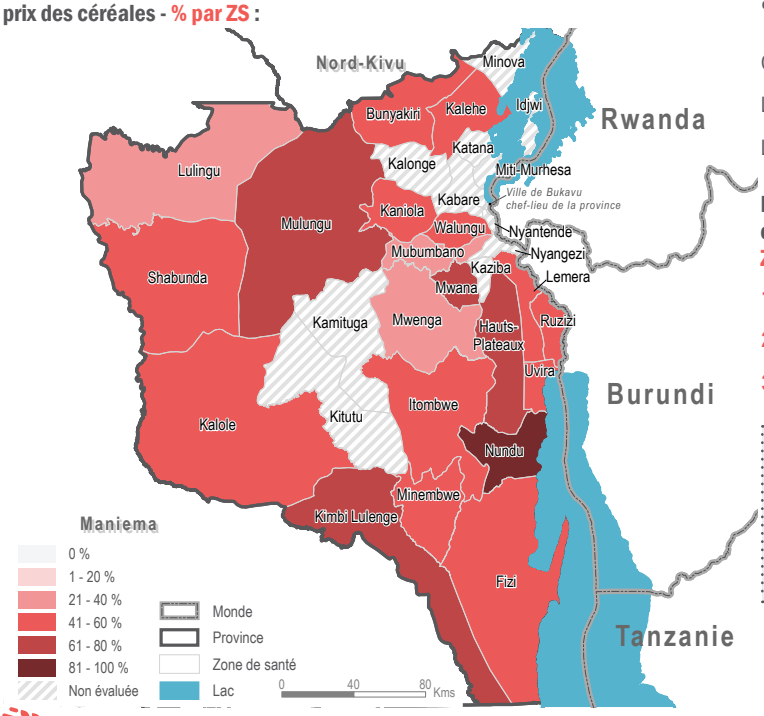
Dans 100% (267) des localités évaluées, les IC ont déclaré que la faim était modérée, des stratégies étaient possibles pour réduire les difficultés d'accès à la nourriture.

Dans 4% (11) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population se trouvait à plus de 2 heures de marche d'un marché fonctionnel - TOP 3 des ZS

1. Kaniola	2/8 localités évaluées
2. Kalole	2/13 localités évaluées
3. Lulingu	2/15 localités évaluées

Cofinancé par l'Union européenne
USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
REACH Informing more effective humanitarian action

Dans 37% (99) des localités évaluées, les IC ont rapporté une augmentation du prix des céréales - % par ZS :



3 principales raisons citées pour expliquer l'augmentation du prix des céréales, en % de localités évaluées[8,9] :

Cultures détruites par des insectes/maladies/animaux sauvages	63% (62)
L'approvisionnement externe a diminué/cessé	62% (61)
L'arrivée de déplacés a fait augmenter la demande et le prix	33% (33)

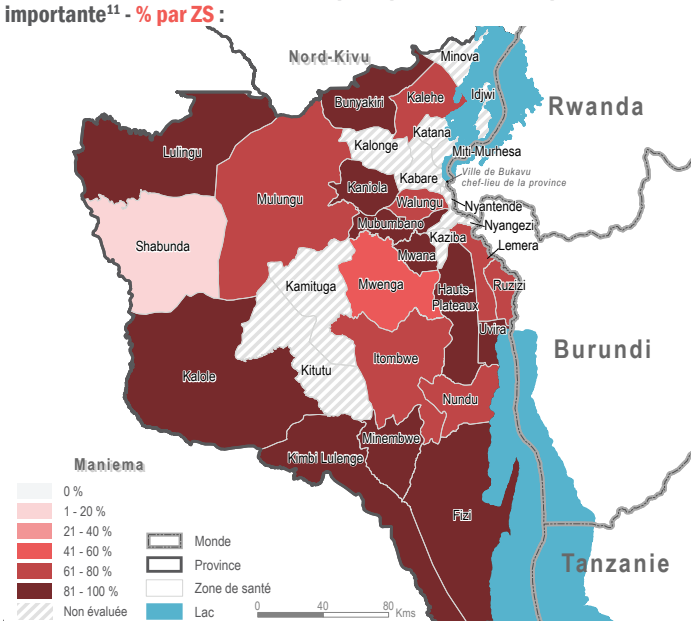
Dans 22% (60) des localités évaluées, les IC ont rapporté que des attaques ou des pillages avaient eu un impact sur l'accès à la nourriture - TOP 3 des ZS :

1. Itombwe	12/19 localités évaluées
2. Nundu	9/15 localités évaluées
3. Minembwe	5/11 localités évaluées

Dans 100% (268) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population avait un accès physique, sûr et sans discrimination à la terre et que parmi 55% (148) des localités, la population la cultivait[10]. Dans 8% (12) de ces localités, l'agriculture était principalement de subsistance (propre consommation du ménage), alors que dans 91% (134) des localités, l'agriculture était une activité génératrice de revenus, avec (au moins) une partie de la production destinée à la vente.

Moyens de subsistance

Dans 72% (193) des localités évaluées, les IC ont rapporté que certaines activités de subsistance habituelles principales avaient été perturbées de façon importante[11] - % par ZS :



3 principales activités de subsistance pour les femmes, en % de localité évaluées[8,12] :

Agriculture, pêche, élevage de subsistance	99% (266)
Petit commerce	78% (209)
Travail journalier	53% (142)

3 principales activités de subsistance pour les hommes, en % de localité évaluées[8,12] :

Agriculture, pêche, élevage de subsistance	96% (256)
Petit commerce	57% (154)
Travail journalier	44% (117)

3 principales raisons de la perturbation des activités de subsistance habituelles, en % de localités évaluées[11,12] :

Manque de moyens de subsistance	93% (179)
Cultures détruites par insectes/maladies/animaux sauvages	63% (121)
Problème sécuritaire	34% (66)

3 principales activités de subsistance pour la majorité de la population ayant été perturbées de façon importante, en % de localités évaluées[11,12] :

Agriculture, pêche, élevage de subsistance	100% (193)
Petit commerce	46% (88)
Travail journalier	43% (83)

3 principales barrières à l'agriculture, en % de localité évaluées[8] :

Manque de moyens de subsistance	90% (242)
Cultures détruites par insectes/maladies/animaux sauvages	57% (154)
Manque de terre/petite superficie disponible	34% (91)

Santé et nutrition

% de localités évaluées par temps nécessaire estimé pour atteindre la structure de santé fonctionnelle la plus proche selon les IC :

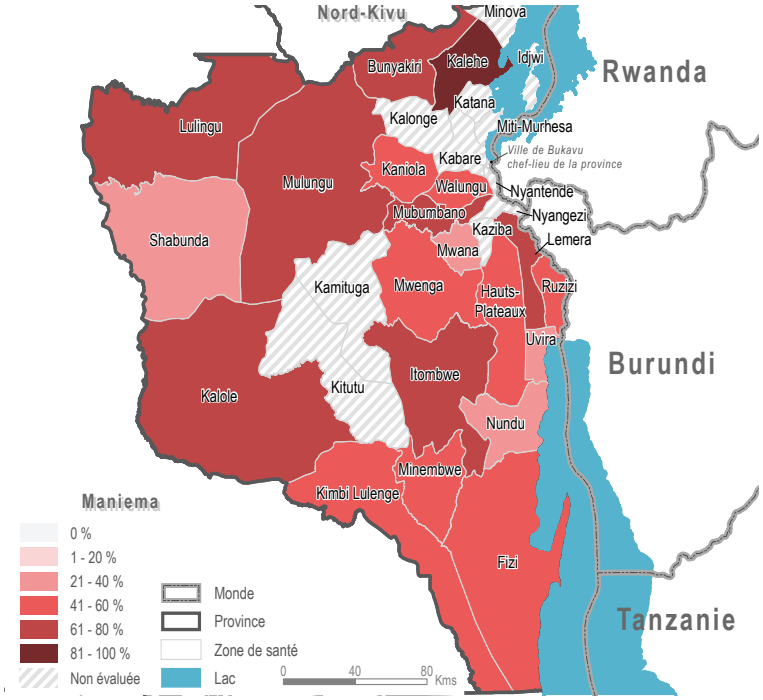
Moins de 30 minutes	52% (140)
Entre 31 minutes et 1 heure	32% (86)
Entre 1 heure et 2 heure	6% (15)
Entre 2 heures et une demi-journée	3% (7)
NC	7% (20)

Dans 8% (22) des localités évaluées, les IC ont rapporté que le temps nécessaire pour atteindre la structure de santé fonctionnelle la plus proche était de plus de 1 heure - TOP 3 des ZS :

1. Kalehe	4/22 localités évaluées
2. Hauts-Plateaux	4/23 localités évaluées
3. Mwenga	2/12 localités évaluées

Cofinancé par l'Union européenne
USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
REACH Informing more effective humanitarian action

Dans 66% (178) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des soins de santé[10] - % par ZS :



3 principaux types de structure de santé à moins d'une demi-journée de marche à pied de la localité, en % de localités évaluées[8] :

Centre de santé	99% (246)
Poste de santé	25% (61)
Hôpital	19% (46)

3 barrières principales à l'accès aux services de santé, en % de localités évaluées[8] :

Manque de moyens financiers	97% (259)
Manque de médicament	87% (234)
Manque d'équipement médical	9% (23)

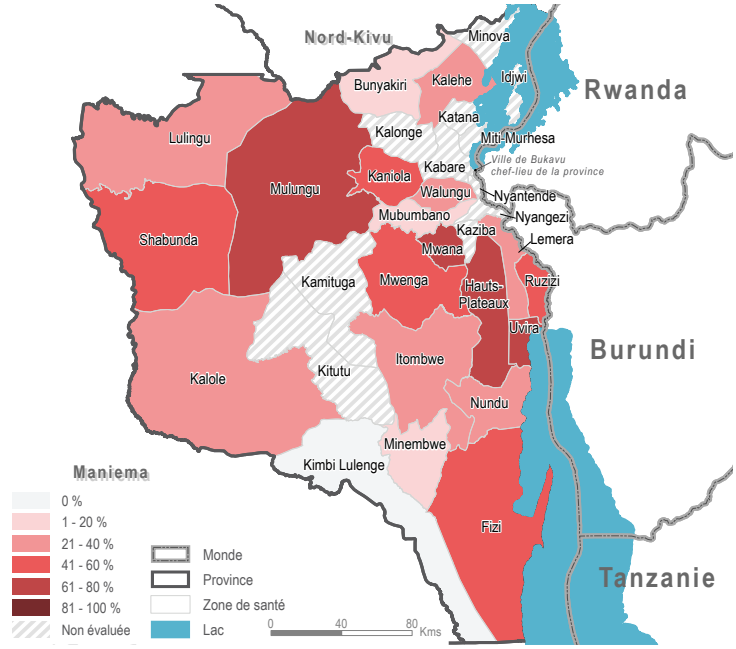
Dans 22% (60) des localités évaluées, les IC ont rapporté que certains membres du personnel soignant étaient en grève en décembre au niveau de la structure de santé la plus proche de la localité.

3 principaux lieux où la majorité des femmes et des filles ont accouché, en % de localités évaluées :

Au centre de santé	93% (249)
NC	3% (7)
A l'hôpital	2% (6)

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Dans 40% (108) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à une source d'eau fonctionnelle autre que de l'eau de surface dans la localité ou aux alentours de la localité[13] - % par ZS :



Principales sources d'eau de boisson utilisées par la population, en % de localités évaluées[13] :

Eau de surface	41% (110)
Source non-améliorée	36% (97)
Source améliorée	16% (44)
NC	6% (17)

% de localités évaluées par temps nécessaire estimé pour atteindre, attendre et revenir de la principale source d'eau utilisée pour tout usage :

Moins de 30 minutes	45% (120)
Entre 31 minutes et 1 heure	45% (120)
Entre 1 heure et 2 heure	3% (7)
Entre 2 heures et une demi-journée	0% (1)
NC	7% (20)

Dans 98% (263) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population ne traitait pas l'eau de boisson.

3 barrières principales à l'accès à l'eau, en % de localités évaluées[8] :

Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente	75% (200)
Les installations sanitaires ne fonctionnent pas	37% (100)
Manque de récipients pour stocker l'eau ; eau considérée comme impropre	33% (89)

Dans 72% (193) des localités évaluées, la majorité des femmes et des hommes utilisait des latrines.

3 principaux types de latrines utilisées par la population qui utilise des latrines, en % de localités évaluées :

Latrines à fosses avec dalle et plateforme	44% (119)
Trou ouvert	25% (67)
Latrines à fosses sans dalle ni plateforme	22% (59)

Principaux lieux ou se rendait la population pour déféquer à l'air libre, si une partie de la population n'utilisait pas de latrines, en % de localités évaluées[12] :

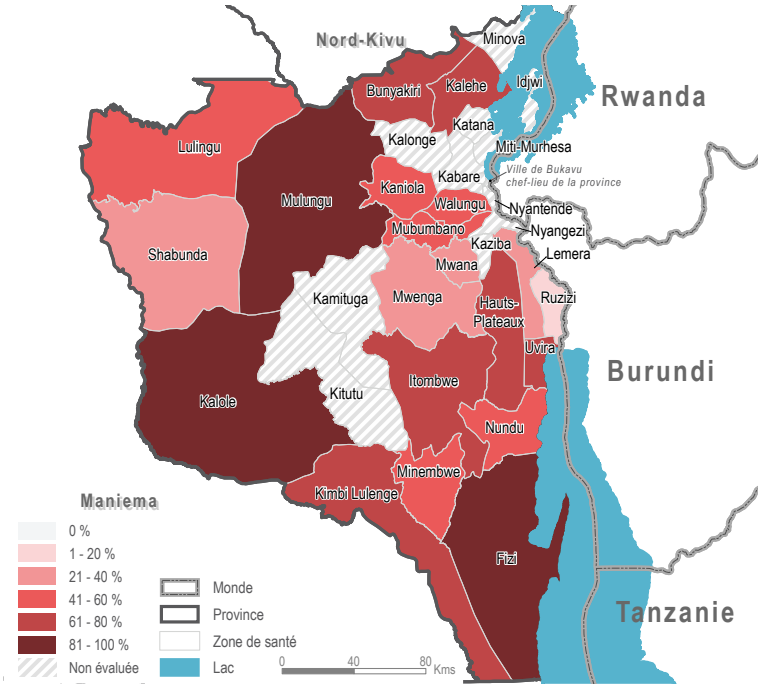
Dans la forêt/les buissons/ la nature autour de la localitté	67% (180)
Dans les champs	41% (110)
Pas de défécation à l'air libre dans la localité	31% (82)

Cofinancé par l'Union européenne
USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
REACH Informing more effective humanitarian action

Dans 51% (95) des localités évaluées où une partie de la population défèquait à l'air libre, les IC ont rapporté que le lieu se trouvait proche (à moins de 5 mètres) d'un cours d'eau.

Abris et articles ménagers essentiels

Dans 37% (100) des localités évaluées, les IC ont rapporté que des abris avaient été détruits ou partiellement détruits - % par ZS :



Principale méthode utilisée par la population pour le lavage des mains, en % de localités évaluées :

Eau seulement	74% (197)
Eau avec savon/chlore	13% (36)
Cendre (avec ou sans eau)	7% (20)
Ne se lavent pas les mains	0% (0)
NC	4% (12)

Dans 82% (82) de ces localités, les IC ont indiqué que la raison principale de la destruction (partielle) des abris en décembre était des intempéries (innondations, vent, pluie, etc.).

3 principaux lieux où se logeaient les PDI et/ou retournés, en % de localités évaluées[8] :

Famille d'accueil	100% (206)
Logement loué ou prêté	26% (53)
Site spontané	7% (14)

3 principaux types d'abris utilisés par la majorité de la communauté non déplacée, en % de localités évaluées :

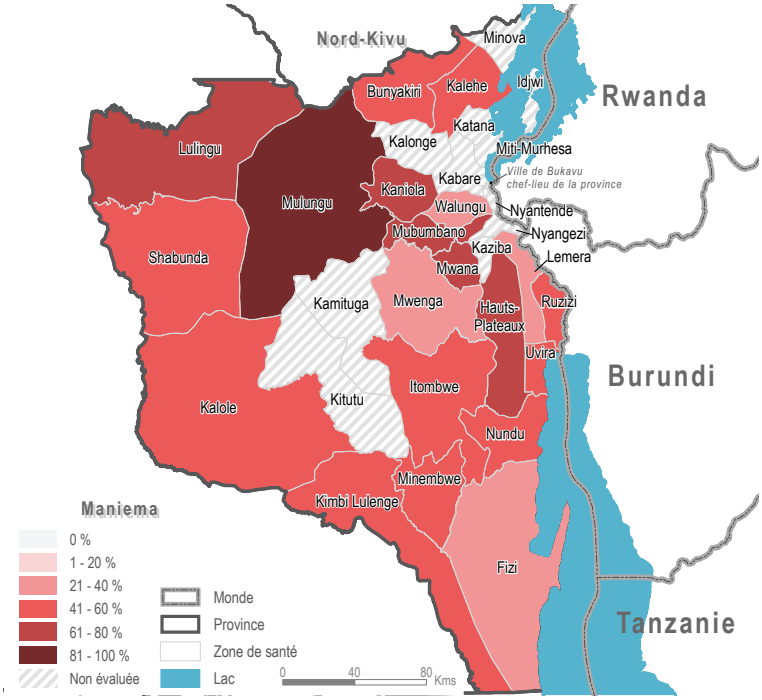
Abri de fortune (non-durable)	58% (154)
Bâtiment semi-durable	35% (93)
NC	7% (18)

3 principaux articles ménagers essentiels indisponibles pour la majorité de la population, en % de localités évaluées[12] :

Bidon	96% (258)
Vaisselle	96% (257)
Casserole	94% (252)

Education

Dans 54% (144) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité des enfants n'avait pas accès à une école primaire fonctionnelle[14] à moins d'une heure de marche - % par ZS :



3 principales raisons du manque d'accès à une école primaire fonctionnelle, en % de localités évaluées[15] :

Endommagement suite à une catastrophe naturelle	53% (77)
Endommagement non-lié à des violences ou un désastre	32% (46)
Écoles ont été détruites par des acteurs armés	6% (9)

3 principaux lieux d'éducation pour la majorité des enfants en âge d'aller à l'école primaire (de 6 à 11 ans) qui bénéficiaient d'une forme d'éducation[16] :

École (bâtiment dédié à l'enseignement)	48% (127)
Bâtiment temporaire/non-durable/endommagé	46% (122)
NC	6% (16)

3 principales raisons de la non fréquentation de l'école primaire disponible, en % de localités évaluées[17] :

Filles		Garçons	
Manque de matériel scolaire	80% (196)	Manque de matériel scolaire	82% (201)
École payante	10% (25)	École payante	11% (26)
Pas assez d'enseignants/d'espace	2% (6)	Pas assez d'enseignants/d'espace	2% (6)

Dans 55% (147) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité des enfants n'avait pas accès à une école secondaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche.

45% (25) des IC enseignants interrogés ont indiqué que l'école demandait le paiement des frais scolaires aux familles.

Cofinancé par l'Union européenne
USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
REACH Informing more effective humanitarian action

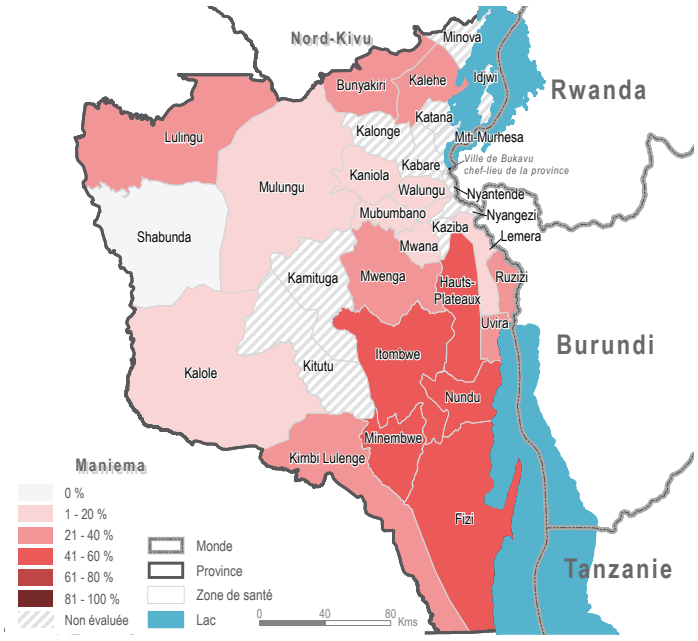
Protection

Dans 15% (40) des localités évaluées, les IC ont rapporté des incidents dans lesquels plusieurs civils ont été tués ou gravement blessés au cours du mois précédent.

Dans 100% (40) de ces localités évaluées, les IC ont rapporté que les attaques armées/combats étaient le principal type d'incident dans lequel plusieurs civils ont été tués ou gravement blessés[18,19] - TOP 3 des ZS :

1. Nundu	8/8 localités évaluées
2. Itombwe	7/7 localités évaluées
3. Hauts-Plateaux	5/5 localités évaluées

Dans 23% (61) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité la majorité du temps - % par ZS :



Dans 81% (218) des localités évaluées, les IC ont rapporté que des filles et/ou garçons (de moins de 18 ans) se sont mariés au cours du mois de décembre.

Dans 91% (245) des localités évaluées, les IC ont rapporté qu'une partie des enfants était impliquée dans des activités économiques en dehors du travail domestique - 3 principales activités économiques rapportées, en % de localités évaluées[8] :

Filles		Garçons	
Agriculture	97% (237)	Construction	93% (227)
Collecte de bois pour vente	51% (125)	Agriculture	42% (104)
Vente au marché	36% (87)	Collecte de bois pour vente	34% (84)

Dans 93% (250) des localités évaluées, les IC ont rapporté la présence de mineurs non-accompagnés.

3 principales préoccupations pour les femmes de moins de 18 ans, en % de localités évaluées[19] :

Violences sexuelles	43% (114)
Pas de source d'inquiétude	26% (69)
Mariage précoce/forcé	24% (63)

3 principales préoccupations pour les femmes de plus de 18 ans, en % de localités[19]:

Violences sexuelles	49% (132)
Pas de source d'inquiétude	43% (116)
Arrestations arbitraires, Pillage/vol/cambriolage de la maison ou du bétail, Séparation des familles	2% (5)

3 principales préoccupations pour les hommes de moins de 18 ans, en % de localités évaluées[19] :

Pas de source d'inquiétude	45% (120)
Meurtre	20% (53)
Pillage/vol/cambriolage de la maison ou du bétail	9% (24)

3 principales préoccupations pour les hommes de plus de 18 ans, en % de localités évaluées[19] :

Pas de source d'inquiétude	47% (125)
Meurtre	21% (55)
Pillage/vol/cambriolage de la maison ou du bétail	10% (27)

Dans 35% (95) des localités évaluées, les IC ont rapporté qu'aucun service de protection suite à des violences basées sur le genre (VBG) était accessible à 2 heures ou moins de marche. Dans 95% (90) de ces localités, la raison du non accès à ces services était l'absence de services de protection suite aux VBG.

Dans 35% (95) des localités évaluées, les IC ont rapporté qu'aucun service de protection suite à des VBG était accessible à 2 heures ou moins de marche pour la majorité - TOP 3 des ZS :

1. Kaniola	7/8 localités évaluées
2. Mwana	8/10 localités évaluées
3. Shabunda, Walungu	5/10 localités évaluées

Dans 49% (132) des localités évaluées, les IC ont rapporté que les femmes ou les filles évitaient certains lieux car elles ne s'y sentaient pas en sécurité.

3 principaux lieux que les femmes ou les filles évitaient car elles ne se sentaient pas en sécurité, en % de localités évaluées où les IC ont rapporté que les femmes ou les filles évitaient certain lieux[8] :

Champ	96% (127)
Forêt/brousse	92% (121)
Points d'eau	5% (7)

Dans 9% (23) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population ne pouvait pas se déplacer librement en dehors de la localité, pour des raisons liées au conflit, citées dans 78% (209) de ces localités. L'existence de conflits liés à la terre, au logement ou à la propriété était rapportée dans 78% (209) des localités évaluées, tandis que les conflits/tensions entre communautés étaient cités dans 18% (49) des localités évaluées. La présence de restes d'explosifs de guerre dans la localité et/ou ses alentours était rapportée par les IC de 3% (8) des localités évaluées.

Cofinancé par l'Union européenne
USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
REACH Informing more effective humanitarian action

Redevabilité et communication

13% (35) des localités évaluées ont bénéficié d'une assistance humanitaire au cours des trois derniers mois selon les IC - % par ZS :

Principal 1er, 2ème et 3ème besoin prioritaire respectivement pour la majorité de la population, en % de localités évaluées[20] :

1	2	3
Nourriture 96% (256)	EHA 22% (58)	EHA 20% (53)

Dans 77% (27) des localités évaluées ayant bénéficié d'une assistance au cours des 3 mois précédents, les IC ont rapporté qu'il n'existait aucun mécanisme de plainte sur l'assistance reçue accessible aux bénéficiaires. Dans 88% (7) des localités où au moins un mécanisme de plainte était accessible aux bénéficiaires, la majorité des personnes concernées ne savaient pas utiliser ces mécanismes, selon les IC.

Dans 3% (1) des localités évaluées où une assistance avait eu lieu, les IC ont déclaré que la majorité de la population ne se sentait pas suffisamment consultée par rapport à l'assistance. Dans 11% (4) de ces mêmes localités, la majorité des bénéficiaires ne se sentaient pas en sécurité quand ils accédaient à l'aide humanitaire, selon les IC.

3 principales sources d'informations dans lesquelles la majorité de la population a le plus confiance, en % de localités évaluées :

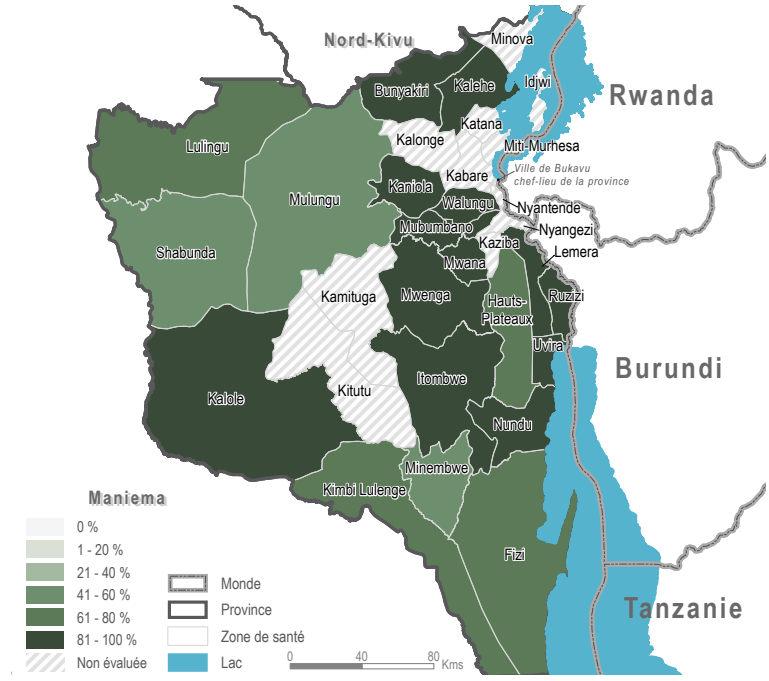
Station de radio	93% (249)
Famille/amis	48% (128)
Appel téléphonique	37% (98)

3 principaux types d'informations qui auraient été les plus utiles à la majorité de la population, en % de localités évaluées :

Information sur l'accès à l'assistance humanitaire	96% (258)
Information sur le contexte sécuritaire	3% (9)
NC	0% (1)

Coordination et gestion des camps (CCCM)

Dans 88% (236) des localités évaluées, les IC ont rapporté qu'il existait des comités communautaires locaux actifs[21] - % par ZS :



3 principaux types de comités communautaires actifs[22], en % de localités évaluées :

Comité de femmes	94% (223)
Comité de développement	86% (202)
Comité agricole	71% (168)

Dans 86% (202/236) des localités évaluées où les IC ont rapporté l'existence de comités communautaires locaux actifs, les IC ont rapporté que tous les groupes de populations y étaient représentés[22].

Cofinancé par l'Union européenne
USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
REACH Informing more effective humanitarian action

Notes de fin

1. Le total des localités par ZS a été calculé au moyen de la base de données opérationnelle commune des localités en RDC diffusée sur la plateforme Humanitarian Data Exchange (février 2017). Un seuil minimal de 5% à la base de données la plus complète pour chaque ZS a été appliqué.

2. Les résultats présentés dans la fiche d'information sont arrondis, sans chiffres après la virgule.

3. Ce nombre n'inclut pas les enquêtes (considérées comme peu fiables) qui ont été retirées en raison du fait que 3 problèmes de cohérence ou plus ont été remarqués dans les réponses des IC.

4. Les localités pour lesquelles la carte présente seulement la « localisation estimée » sont celles qui sont rapportées par les IC mais qui ne figurent pas dans la base de données des localités en RDC et dont la localisation exacte est inconnue. Pour estimer la localisation de ces localités, il était demandé aux IC de choisir dans une liste issue de la base de données des localités en RDC quelle était la localité la plus proche de la localité rapportée. La localisation présentée est celle de la localité connue la plus proche.

5. Pourcentage calculé sur le total des localités où les IC ont rapporté la présence du groupe de population désigné dans la localité au cours du mois précédent.

6. « Important » veut dire qu'au moins 10 ménages ont quitté la localité ou sont arrivés dans la localité

7. L'interprétation du terme « nourriture suffisante » a été laissée à la discrétion de l'IC.

8. Les IC avaient la possibilité de sélectionner 3 réponses pour répondre à cette question.

9. Pourcentage calculé sur le total des localités où les IC ont rapporté une augmentation du prix des céréales au cours du mois précédent.

10. La notion d'accès (physique, sûr, sans discrimination, financier) depuis la localité a été laissée à la discrétion de l'IC.

11. Pourcentage calculé sur le total des localités où les IC ont rapporté que des activités de subsistance habituelles principales avaient été perturbées de façon importante.

12. Les IC avaient la possibilité de sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.

13. L'eau de surface inclut les rivières, fleuves, lacs, marres, tranchées d'irrigation, etc.

14. Dans le cadre de cette fiche d'information, une "école fonctionnelle" est une école où les cours se déroulent dans un bâtiment construit à partir de matériaux durables ou semi-durables dans lequel un enseignement a lieu de manière régulière. L'absence d'une école fonctionnelle n'implique pas forcément l'absence d'une forme d'éducation, mais indique simplement que les conditions d'éducation ne sont pas considérées comme adéquates pour assurer un enseignement de qualité.

15. Pourcentage calculé sur le total des localités où les IC ont rapporté qu'il n'y avait pas d'école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche.

16. Pourcentage calculé sur le total des localités où les IC ont rapporté que la majorité des enfants en âge d'aller à l'école primaire bénéficiait d'une forme d'éducation.

17. Pourcentage calculé sur le total des localités où les IC ont rapporté la non-fréquentation de garçons ou de filles à l'école primaire disponible.

18. Pourcentage calculé sur le total des localités où les IC ont rapporté des incidents dans lesquels plusieurs civils ont été tués ou gravement blessés au cours du mois précédent.

19. Les taux de réponses « NSR », « NSP » et « NC » sont élevés pour cet indicateur. Ceci pourrait indiquer une certaine réticence à aborder les thématiques sensibles liées aux questions de protection. Des IC pourraient également ne pas être en position de déterminer les inquiétudes des différents groupes. Il est également possible que la représentation plus faible de femmes parmi les IC enquêtés réduise la possibilité d'obtenir des points de vues plus informés sur certaines questions de protection.

20. Pour cet indicateur, les IC ont rapporté le premier, le second et le troisième besoin perçu comme prioritaire pour la majorité de la population de la localité enquêtée. Les IC avaient également la possibilité d'indiquer qu'il n'y avait pas de besoins prioritaires (ou d'autres besoins prioritaires) au sein de la localité.

21. Un comité communautaire est un groupement de citoyens pour la défense d'intérêts communs (i.e. organisation de citoyens, gestion des ressources, associations de femmes, etc.). Les personnes sont souvent nommées ou élues et doivent rendre compte à la communauté. Il y a un pouvoir de décision au niveau local.

22. Pourcentage calculé sur le total des localités où les IC ont rapporté l'existence de comités communautaires.

Cofinancé par l'Union européenne

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing more effective humanitarian action